

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

Les réputées bières
MUNICH
DE LA
Grande Brasserie DE LILLE

LES PAGES QUI OBTIENNENT les PREMIERS PRIX doivent leurs succès AUX REMÈDES MERVEILLEUX ET SÉRIÉS DU Docteur VÉTÉINAIRE DOMICENT Spécialiste en Colombophilie

DEPOT: PHARMACIE DU PROGRES 103, Grande-Rue, ROUBAIX

ABONNEMENTS.....	Nord et limitrophes.....	3 mois.....	1 an.....	75.00
	France et Belgique.....	35.00	45.00	80.00
	Etranger: Tarif A.....	35.00	70.00	140.00
	Etranger: Tarif B.....	50.00	100.00	200.00

ANNONCES.....	PARIS.....	13, boulevard des Italiens, Tél. Louvre 06.40.
REDACTION.....	LILLE.....	3, rue Fathorbe, Tél. 07.07.
	TOURCOING.....	33, rue Carnot, Téléph. 37.
	ROUBAIX.....	63 à 71, Grande-Rue, Tél. 34 et 1946. Inter. 6.

Chèques POSTAUX 87 LILLE

LE VISAGE DE L'EUROPE NOUVELLE

VI Sur la frontière rouge

C'est sur le Dniester que s'affrontent deux civilisations, deux peuples, deux races qu'un violent antagonisme drisse les uns contre les autres.

D'un côté, c'est la Roumanie, terre latine fécondée, jadis, par les légions de Trajan et, de l'autre, c'est l'Ukraine, marche de la Russie bolchevique et temple du communisme.

Ici c'est la fin de l'Europe, là c'est déjà l'Asie.

Le Dniester est devenu la rude mission de servir de frontière à ces deux mondes.

La nature et les traités ont mis, en effet, cette sorte de tranchée naturelle entre les hautes rivières.

Le Dniester est un fleuve bourbeux, large au plus de cinquante mètres, long de 1.000 kilomètres, dont les méandres incommensurables s'incurvent tout à tour dans la terre russe et dans celle de Roumanie.

Voici le paysage: des fils de fer barbelés, des guérites, des petits postes, des dépôts de munitions. Seul, de temps à autre, un coup de fusil trouble le silence pesant qui étouffe les deux rives ennemies.

On se croirait dans un secteur calme au temps de la grande tourmente. Ici, le casque bleu horizon du Roumain épée la cagoule kaki étoilée de rouge du soldat de Moscou. Et les deux armées continuent de se mesurer au péril-coque.

La nuit, tout le front endormi se réveille. Les luciers des fusées et les éclairs des grenades illuminent les ténèbres de leurs flammes homicides.

Des patrouilles se risquent chez l'adversaire. Les mirraillonnages crépitent. Souvent, des gardes roumains parviennent à franchir les fils de protection; ils arrivent jusqu'au plus prochain village pillent les maisons, enlèvent des femmes ou des enfants.

Le lendemain, les Roumains organisent, à leur tour, une expédition de représailles. Ils défilent leurs femmes et en ramènent d'autres.

Cette guerre dure depuis déjà douze ans. À raison de mille coups de fusil par semaine et d'une dizaine de mort par jour.

On coule, en outre, tous les soirs, une ou deux barques armées de mitrailleuses grâce aux mineurs roumains — un nom qui nous rappelle des effroyables souvenirs dont les deux armées sont maintenant nourries.

Et la paix (la paix officielle tout au moins) est le résultat de la guerre sur le Dniester. Il faut remarquer, en effet, que la Roumanie n'a jamais été en guerre avec l'U.R.S.S.

Parfois, les opérations limitées en général à des objectifs restreints sont d'une plus grande envergure.

En septembre 1924, pour ne citer qu'un épisode de cet état de paix véritablement paradoxal, les Russes avaient organisé une offensive en règle vers la Bessarabie. Ils avaient même débarqué sur la rive roumaine du Dniester des milliers de caisses de grenades, des centaines de mitrailleuses et avaient résolu de lancer deux bataillons dans l'intérieur du pays.

Plus de dix villages tombèrent, alors, en leur pouvoir et l'Etat-Major de Bucarest s'était vu dans la nécessité d'alerter en toute hâte un corps d'armée. Heureusement, quand celui-ci arriva sur les lieux, les Bolcheviques avaient déjà prudemment repassé le fleuve et une rencontre sanglante fut, ainsi, providentiellement évitée.

À la suite de cette stupéfiante invasion, le Gouvernement roumain fit à Moscou d'énergiques représentations. Le commissaire aux Affaires étrangères se contenta, parait-il, de répondre:

« Mille regrets, ce sont des actes isolés de soldats qui opèrent sans ordre. Nos sommes-nous pas, d'ailleurs, toujours en paix ? »

On nomma ensuite, pour la forme, des tribunaux mixtes chargés d'enquêter. Ces derniers jugèrent que les pertes avaient été sensiblement égales de part et d'autre, il n'y avait pas lieu de discuter plus avant.

Les choses en restèrent là. Et la paix continua de régner plus que jamais sur cette infertile contrée — la paix bolchevique s'entend.

On n'affirme que sur le front bulgare la situation est identique.

La princesse Cantacuzène avait donc, apparemment, toutes les raisons de s'inquiéter quand elle implora le concours de nos plumes en faveur de son pays.

Mais elle s'inquiétait à tort, car, pourrait-on dire: malgré les coups de fusil quotidiens, malgré les raptés de femmes, malgré les incendies des villages, malgré les morts, le danger qui menace la Roumanie et l'Europe tout entière avec elle ne vient ni de la Russie, ni de la Bulgarie.

Que l'on se comprenne bien: la Russie et la Bulgarie ne constituent pas pour la paix des dangers immédiats. L'U.R.S.S. est, actuellement, en pleine période de réorganisation administrative et militaire et la Bulgarie reste trop absorbée par ses défilées avec la Yougoslavie pour le pouvoir tenter une diversion contre la Roumanie.

Non, le péril est ailleurs. Et je le dis surtout aux Roumains qui rêgent parfois trop à la légère leurs différends avec les populations magyares: le péril réel, imminent, vient de Hongrie.

Ce cri d'alarme, ce n'est pas moi seul qui le pousse. Ce sont tous les Français installés dans les Balkans qui ont pu mesurer le danger honnêtement et ont tenté d'en dénombrer les incalculables conséquences.

Nous allons voir comment.

En septembre 1924, pour ne citer qu'un épisode de cet état de paix véritablement paradoxal, les Russes avaient organisé une offensive en règle vers la Bessarabie. Ils avaient même débarqué sur la rive roumaine du Dniester des milliers de caisses de grenades, des centaines de mitrailleuses et avaient résolu de lancer deux bataillons dans l'intérieur du pays.

Plus de dix villages tombèrent, alors, en leur pouvoir et l'Etat-Major de Bucarest s'était vu dans la nécessité d'alerter en toute hâte un corps d'armée. Heureusement, quand celui-ci arriva sur les lieux, les Bolcheviques avaient déjà prudemment repassé le fleuve et une rencontre sanglante fut, ainsi, providentiellement évitée.

À la suite de cette stupéfiante invasion, le Gouvernement roumain fit à Moscou d'énergiques représentations. Le commissaire aux Affaires étrangères se contenta, parait-il, de répondre:

« Mille regrets, ce sont des actes isolés de soldats qui opèrent sans ordre. Nos sommes-nous pas, d'ailleurs, toujours en paix ? »

On nomma ensuite, pour la forme, des tribunaux mixtes chargés d'enquêter. Ces derniers jugèrent que les pertes avaient été sensiblement égales de part et d'autre, il n'y avait pas lieu de discuter plus avant.

Les choses en restèrent là. Et la paix continua de régner plus que jamais sur cette infertile contrée — la paix bolchevique s'entend.

On n'affirme que sur le front bulgare la situation est identique.

La princesse Cantacuzène avait donc, apparemment, toutes les raisons de s'inquiéter quand elle implora le concours de nos plumes en faveur de son pays.

Mais elle s'inquiétait à tort, car, pourrait-on dire: malgré les coups de fusil quotidiens, malgré les raptés de femmes, malgré les incendies des villages, malgré les morts, le danger qui menace la Roumanie et l'Europe tout entière avec elle ne vient ni de la Russie, ni de la Bulgarie.

Que l'on se comprenne bien: la Russie et la Bulgarie ne constituent pas pour la paix des dangers immédiats. L'U.R.S.S. est, actuellement, en pleine période de réorganisation administrative et militaire et la Bulgarie reste trop absorbée par ses défilées avec la Yougoslavie pour le pouvoir tenter une diversion contre la Roumanie.

Non, le péril est ailleurs. Et je le dis surtout aux Roumains qui rêgent parfois trop à la légère leurs différends avec les populations magyares: le péril réel, imminent, vient de Hongrie.

Ce cri d'alarme, ce n'est pas moi seul qui le pousse. Ce sont tous les Français installés dans les Balkans qui ont pu mesurer le danger honnêtement et ont tenté d'en dénombrer les incalculables conséquences.

Nous allons voir comment.

En septembre 1924, pour ne citer qu'un épisode de cet état de paix véritablement paradoxal, les Russes avaient organisé une offensive en règle vers la Bessarabie. Ils avaient même débarqué sur la rive roumaine du Dniester des milliers de caisses de grenades, des centaines de mitrailleuses et avaient résolu de lancer deux bataillons dans l'intérieur du pays.

Plus de dix villages tombèrent, alors, en leur pouvoir et l'Etat-Major de Bucarest s'était vu dans la nécessité d'alerter en toute hâte un corps d'armée. Heureusement, quand celui-ci arriva sur les lieux, les Bolcheviques avaient déjà prudemment repassé le fleuve et une rencontre sanglante fut, ainsi, providentiellement évitée.

À la suite de cette stupéfiante invasion, le Gouvernement roumain fit à Moscou d'énergiques représentations. Le commissaire aux Affaires étrangères se contenta, parait-il, de répondre:

« Mille regrets, ce sont des actes isolés de soldats qui opèrent sans ordre. Nos sommes-nous pas, d'ailleurs, toujours en paix ? »

On nomma ensuite, pour la forme, des tribunaux mixtes chargés d'enquêter. Ces derniers jugèrent que les pertes avaient été sensiblement égales de part et d'autre, il n'y avait pas lieu de discuter plus avant.

Les choses en restèrent là. Et la paix continua de régner plus que jamais sur cette infertile contrée — la paix bolchevique s'entend.

On n'affirme que sur le front bulgare la situation est identique.

La princesse Cantacuzène avait donc, apparemment, toutes les raisons de s'inquiéter quand elle implora le concours de nos plumes en faveur de son pays.

Mais elle s'inquiétait à tort, car, pourrait-on dire: malgré les coups de fusil quotidiens, malgré les raptés de femmes, malgré les incendies des villages, malgré les morts, le danger qui menace la Roumanie et l'Europe tout entière avec elle ne vient ni de la Russie, ni de la Bulgarie.

Que l'on se comprenne bien: la Russie et la Bulgarie ne constituent pas pour la paix des dangers immédiats. L'U.R.S.S. est, actuellement, en pleine période de réorganisation administrative et militaire et la Bulgarie reste trop absorbée par ses défilées avec la Yougoslavie pour le pouvoir tenter une diversion contre la Roumanie.

Non, le péril est ailleurs. Et je le dis surtout aux Roumains qui rêgent parfois trop à la légère leurs différends avec les populations magyares: le péril réel, imminent, vient de Hongrie.

Ce cri d'alarme, ce n'est pas moi seul qui le pousse. Ce sont tous les Français installés dans les Balkans qui ont pu mesurer le danger honnêtement et ont tenté d'en dénombrer les incalculables conséquences.

Nous allons voir comment.

En septembre 1924, pour ne citer qu'un épisode de cet état de paix véritablement paradoxal, les Russes avaient organisé une offensive en règle vers la Bessarabie. Ils avaient même débarqué sur la rive roumaine du Dniester des milliers de caisses de grenades, des centaines de mitrailleuses et avaient résolu de lancer deux bataillons dans l'intérieur du pays.

Plus de dix villages tombèrent, alors, en leur pouvoir et l'Etat-Major de Bucarest s'était vu dans la nécessité d'alerter en toute hâte un corps d'armée. Heureusement, quand celui-ci arriva sur les lieux, les Bolcheviques avaient déjà prudemment repassé le fleuve et une rencontre sanglante fut, ainsi, providentiellement évitée.

À la suite de cette stupéfiante invasion, le Gouvernement roumain fit à Moscou d'énergiques représentations. Le commissaire aux Affaires étrangères se contenta, parait-il, de répondre:

« Mille regrets, ce sont des actes isolés de soldats qui opèrent sans ordre. Nos sommes-nous pas, d'ailleurs, toujours en paix ? »

On nomma ensuite, pour la forme, des tribunaux mixtes chargés d'enquêter. Ces derniers jugèrent que les pertes avaient été sensiblement égales de part et d'autre, il n'y avait pas lieu de discuter plus avant.

Les choses en restèrent là. Et la paix continua de régner plus que jamais sur cette infertile contrée — la paix bolchevique s'entend.

On n'affirme que sur le front bulgare la situation est identique.

La princesse Cantacuzène avait donc, apparemment, toutes les raisons de s'inquiéter quand elle implora le concours de nos plumes en faveur de son pays.

Mais elle s'inquiétait à tort, car, pourrait-on dire: malgré les coups de fusil quotidiens, malgré les raptés de femmes, malgré les incendies des villages, malgré les morts, le danger qui menace la Roumanie et l'Europe tout entière avec elle ne vient ni de la Russie, ni de la Bulgarie.

Que l'on se comprenne bien: la Russie et la Bulgarie ne constituent pas pour la paix des dangers immédiats. L'U.R.S.S. est, actuellement, en pleine période de réorganisation administrative et militaire et la Bulgarie reste trop absorbée par ses défilées avec la Yougoslavie pour le pouvoir tenter une diversion contre la Roumanie.

Non, le péril est ailleurs. Et je le dis surtout aux Roumains qui rêgent parfois trop à la légère leurs différends avec les populations magyares: le péril réel, imminent, vient de Hongrie.

Ce cri d'alarme, ce n'est pas moi seul qui le pousse. Ce sont tous les Français installés dans les Balkans qui ont pu mesurer le danger honnêtement et ont tenté d'en dénombrer les incalculables conséquences.

Nous allons voir comment.

En septembre 1924, pour ne citer qu'un épisode de cet état de paix véritablement paradoxal, les Russes avaient organisé une offensive en règle vers la Bessarabie. Ils avaient même débarqué sur la rive roumaine du Dniester des milliers de caisses de grenades, des centaines de mitrailleuses et avaient résolu de lancer deux bataillons dans l'intérieur du pays.

Plus de dix villages tombèrent, alors, en leur pouvoir et l'Etat-Major de Bucarest s'était vu dans la nécessité d'alerter en toute hâte un corps d'armée. Heureusement, quand celui-ci arriva sur les lieux, les Bolcheviques avaient déjà prudemment repassé le fleuve et une rencontre sanglante fut, ainsi, providentiellement évitée.

À la suite de cette stupéfiante invasion, le Gouvernement roumain fit à Moscou d'énergiques représentations. Le commissaire aux Affaires étrangères se contenta, parait-il, de répondre:

« Mille regrets, ce sont des actes isolés de soldats qui opèrent sans ordre. Nos sommes-nous pas, d'ailleurs, toujours en paix ? »

On nomma ensuite, pour la forme, des tribunaux mixtes chargés d'enquêter. Ces derniers jugèrent que les pertes avaient été sensiblement égales de part et d'autre, il n'y avait pas lieu de discuter plus avant.

Les choses en restèrent là. Et la paix continua de régner plus que jamais sur cette infertile contrée — la paix bolchevique s'entend.

On n'affirme que sur le front bulgare la situation est identique.

La princesse Cantacuzène avait donc, apparemment, toutes les raisons de s'inquiéter quand elle implora le concours de nos plumes en faveur de son pays.

Mais elle s'inquiétait à tort, car, pourrait-on dire: malgré les coups de fusil quotidiens, malgré les raptés de femmes, malgré les incendies des villages, malgré les morts, le danger qui menace la Roumanie et l'Europe tout entière avec elle ne vient ni de la Russie, ni de la Bulgarie.

Que l'on se comprenne bien: la Russie et la Bulgarie ne constituent pas pour la paix des dangers immédiats. L'U.R.S.S. est, actuellement, en pleine période de réorganisation administrative et militaire et la Bulgarie reste trop absorbée par ses défilées avec la Yougoslavie pour le pouvoir tenter une diversion contre la Roumanie.

Non, le péril est ailleurs. Et je le dis surtout aux Roumains qui rêgent parfois trop à la légère leurs différends avec les populations magyares: le péril réel, imminent, vient de Hongrie.

Ce cri d'alarme, ce n'est pas moi seul qui le pousse. Ce sont tous les Français installés dans les Balkans qui ont pu mesurer le danger honnêtement et ont tenté d'en dénombrer les incalculables conséquences.

Nous allons voir comment.

En septembre 1924, pour ne citer qu'un épisode de cet état de paix véritablement paradoxal, les Russes avaient organisé une offensive en règle vers la Bessarabie. Ils avaient même débarqué sur la rive roumaine du Dniester des milliers de caisses de grenades, des centaines de mitrailleuses et avaient résolu de lancer deux bataillons dans l'intérieur du pays.

Plus de dix villages tombèrent, alors, en leur pouvoir et l'Etat-Major de Bucarest s'était vu dans la nécessité d'alerter en toute hâte un corps d'armée. Heureusement, quand celui-ci arriva sur les lieux, les Bolcheviques avaient déjà prudemment repassé le fleuve et une rencontre sanglante fut, ainsi, providentiellement évitée.

À la suite de cette stupéfiante invasion, le Gouvernement roumain fit à Moscou d'énergiques représentations. Le commissaire aux Affaires étrangères se contenta, parait-il, de répondre:

« Mille regrets, ce sont des actes isolés de soldats qui opèrent sans ordre. Nos sommes-nous pas, d'ailleurs, toujours en paix ? »

On nomma ensuite, pour la forme, des tribunaux mixtes chargés d'enquêter. Ces derniers jugèrent que les pertes avaient été sensiblement égales de part et d'autre, il n'y avait pas lieu de discuter plus avant.

Les choses en restèrent là. Et la paix continua de régner plus que jamais sur cette infertile contrée — la paix bolchevique s'entend.

On n'affirme que sur le front bulgare la situation est identique.

La princesse Cantacuzène avait donc, apparemment, toutes les raisons de s'inquiéter quand elle implora le concours de nos plumes en faveur de son pays.

Mais elle s'inquiétait à tort, car, pourrait-on dire: malgré les coups de fusil quotidiens, malgré les raptés de femmes, malgré les incendies des villages, malgré les morts, le danger qui menace la Roumanie et l'Europe tout entière avec elle ne vient ni de la Russie, ni de la Bulgarie.

Que l'on se comprenne bien: la Russie et la Bulgarie ne constituent pas pour la paix des dangers immédiats. L'U.R.S.S. est, actuellement, en pleine période de réorganisation administrative et militaire et la Bulgarie reste trop absorbée par ses défilées avec la Yougoslavie pour le pouvoir tenter une diversion contre la Roumanie.

Non, le péril est ailleurs. Et je le dis surtout aux Roumains qui rêgent parfois trop à la légère leurs différends avec les populations magyares: le péril réel, imminent, vient de Hongrie.

Ce cri d'alarme, ce n'est pas moi seul qui le pousse. Ce sont tous les Français installés dans les Balkans qui ont pu mesurer le danger honnêtement et ont tenté d'en dénombrer les incalculables conséquences.

Nous allons voir comment.

En septembre 1924, pour ne citer qu'un épisode de cet état de paix véritablement paradoxal, les Russes avaient organisé une offensive en règle vers la Bessarabie. Ils avaient même débarqué sur la rive roumaine du Dniester des milliers de caisses de grenades, des centaines de mitrailleuses et avaient résolu de lancer deux bataillons dans l'intérieur du pays.

Plus de dix villages tombèrent, alors, en leur pouvoir et l'Etat-Major de Bucarest s'était vu dans la nécessité d'alerter en toute hâte un corps d'armée. Heureusement, quand celui-ci arriva sur les lieux, les Bolcheviques avaient déjà prudemment repassé le fleuve et une rencontre sanglante fut, ainsi, providentiellement évitée.

À la suite de cette stupéfiante invasion, le Gouvernement roumain fit à Moscou d'énergiques représentations. Le commissaire aux Affaires étrangères se contenta, parait-il, de répondre:

« Mille regrets, ce sont des actes isolés de soldats qui opèrent sans ordre. Nos sommes-nous pas, d'ailleurs, toujours en paix ? »

On nomma ensuite, pour la forme, des tribunaux mixtes chargés d'enquêter. Ces derniers jugèrent que les pertes avaient été sensiblement égales de part et d'autre, il n'y avait pas lieu de discuter plus avant.

Les choses en restèrent là. Et la paix continua de régner plus que jamais sur cette infertile contrée — la paix bolchevique s'entend.

On n'affirme que sur le front bulgare la situation est identique.

La princesse Cantacuzène avait donc, apparemment, toutes les raisons de s'inquiéter quand elle implora le concours de nos plumes en faveur de son pays.

Mais elle s'inquiétait à tort, car, pourrait-on dire: malgré les coups de fusil quotidiens, malgré les raptés de femmes, malgré les incendies des villages, malgré les morts, le danger qui menace la Roumanie et l'Europe tout entière avec elle ne vient ni de la Russie, ni de la Bulgarie.

Que l'on se comprenne bien: la Russie et la Bulgarie ne constituent pas pour la paix des dangers immédiats. L'U.R.S.S. est, actuellement, en pleine période de réorganisation administrative et militaire et la Bulgarie reste trop absorbée par ses défilées avec la Yougoslavie pour le pouvoir tenter une diversion contre la Roumanie.

Non, le péril est ailleurs. Et je le dis surtout aux Roumains qui rêgent parfois trop à la légère leurs différends avec les populations magyares: le péril réel, imminent, vient de Hongrie.

Ce cri d'alarme, ce n'est pas moi seul qui le pousse. Ce sont tous les Français installés dans les Balkans qui ont pu mesurer le danger honnêtement et ont tenté d'en dénombrer les incalculables conséquences.

Nous allons voir comment.

En septembre 1924, pour ne citer qu'un épisode de cet état de paix véritablement paradoxal, les Russes avaient organisé une offensive en règle vers la Bessarabie. Ils avaient même débarqué sur la rive roumaine du Dniester des milliers de caisses de grenades, des centaines de mitrailleuses et avaient résolu de lancer deux bataillons dans l'intérieur du pays.

Plus de dix villages tombèrent, alors, en leur pouvoir et l'Etat-Major de Bucarest s'était vu dans la nécessité d'alerter en toute hâte un corps d'armée. Heureusement, quand celui-ci arriva sur les lieux, les Bolcheviques avaient déjà prudemment repassé le fleuve et une rencontre sanglante fut, ainsi, providentiellement évitée.

À la suite de cette stupéfiante invasion, le Gouvernement roumain fit à Moscou d'énergiques représentations. Le commissaire aux Affaires étrangères se contenta, parait-il, de répondre:

« Mille regrets, ce sont des actes isolés de soldats qui opèrent sans ordre. Nos sommes-nous pas, d'ailleurs, toujours en paix ? »

On nomma ensuite, pour la forme, des tribunaux mixtes chargés d'enquêter. Ces derniers jugèrent que les pertes avaient été sensiblement égales de part et d'autre, il n'y avait pas lieu de discuter plus avant.

Les choses en restèrent là. Et la paix continua de régner plus que jamais sur cette infertile contrée — la paix bolchevique s'entend.

On n'affirme que sur le front bulgare la situation est identique.

La princesse Cantacuzène avait donc, apparemment, toutes les raisons de s'inquiéter quand elle implora le concours de nos plumes en faveur de son pays.

Mais elle s'inquiétait à tort, car, pourrait-on dire: malgré les coups de fusil quotidiens, malgré les raptés de femmes, malgré les incendies des villages, malgré les morts, le danger qui menace la Roumanie et l'Europe tout entière avec elle ne vient ni de la Russie, ni de la Bulgarie.

Que l'on se comprenne bien: la Russie et la Bulgarie ne constituent pas pour la paix des dangers immédiats. L'U.R.S.S. est, actuellement, en pleine période de réorganisation administrative et militaire et la Bulgarie reste trop absorbée par ses défilées avec la Yougoslavie pour le pouvoir tenter une diversion contre la Roumanie.

Non, le péril est ailleurs. Et je le dis surtout aux Roumains qui rêgent parfois trop à la légère leurs différends avec les populations magyares: le péril réel, imminent, vient de Hongrie.

Ce cri d'alarme, ce n'est pas moi seul qui le pousse. Ce sont tous les Français installés dans les Balkans qui ont pu mesurer le danger honnêtement et ont tenté d'en dénombrer les incalculables conséquences.

Nous allons voir comment.

En plein jour, à la Bourse de Paris, un caissier est dévalisé dans son bureau

La Chambre syndicale des agents de change a ses bureaux à la Bourse; depuis quelques mois, elle a opéré un changement dans la paie de ses employés. Tous les employés d'un groupe sont payés par une personne faisant partie de ce groupe. C'est à M. Prévost, demeurant, 32, rue des Abbesses, que revient la charge de payer le groupe des cotiers (service de la cote).

Vendredi, vers deux heures, M. Prévost reçut un coup de téléphone rassemblement donné par son chef de service, M. Duché, lui disant de prendre un bon de paiement et de se rendre à la caisse située au-dessus de son bureau, puis de passer chez un autre chef, M. Mouchel, pour lui montrer comment il s'y prenait pour régler les employés.

M. Prévost avait cru reconnaître la voix de M. Duché, d'autant plus que le coup de téléphone provenait d'un appareil spécial placé à l'intérieur de la Bourse, relié avec le service des agents de change.

M. Prévost monta donc à la caisse. On lui dit que le caissier n'était pas là. Il descendit alors chez M. Mouchel et lui dit qu'il regretta de ne pouvoir lui montrer comment il opérait la paie. M. Mouchel lui dit qu'il ne pouvait rien à ce qu'il lui disait.

M. Prévost alla voir M. Duché, qui déclara n'être au courant de rien et n'avoir jamais téléphoné.

Donc, l'individu qui avait téléphoné avait sans doute préparé un attentat et devait attendre M. Prévost dans l'escalier ou un couloir.

Pourtant le caissier ne supposa pas un seul instant qu'il put avoir échappé à une agression. Le soir, en rentrant chez lui, il conta à sa femme la mystification dont il avait été victime mais n'y attacha pas autrement d'importance.

Hier samedi, vers 1 h. 10, M. Prévost se trouvait dans son bureau, comptant de l'argent pour la paie des employés et mettant sous enveloppe la somme destinée à chacun.

Pour accéder à ce bureau, il faut traverser un autre bureau affecté à l'un des chefs de la cote.

Alors que M. Prévost s'était fortement absorbé par sa besogne, on frappa soudain à la porte de ce dernier bureau. Le caissier ne répondit pas et continua son travail. Au bout d'un instant, il entendit le visiteur entrer délibérément et crier:

— Il n'y a personne ?

Alors que M. Prévost leva les bras et ouvrit la porte de communication. Au moment où il allait pénétrer dans le bureau de son chef, l'individu qui s'était dissimulé contre la cloison, se jeta sur lui et lui appliqua brutalement contre le visage un mouchoir imbibé d'éther. Le caissier s'évanouit. La somme avait été immédiatement dérobée.

Quelques instants plus tard, un employé, entrant dans le bureau, voyait M. Prévost étendu sur le sol sans connaissance. Croyant à un malaise passager, il prodigua au malade les premiers soins.

Revenu à lui, le malheureux caissier s'enquit aussitôt de la paie des employés. Hélas, l'agresseur avait raflé tout l'argent qui se trouvait sur la table, soit 73.000 francs.

Le coup fut exécuté avec une telle rapidité que M. Prévost se trouve dans l'impossibilité de donner le signalement du bandit.

Un huissier de la Bourse se souvient avoir vu un homme frapper à la porte du bureau à l'heure de l'attentat. Il connaissait d'un homme de 45 à 50 ans, vêtu de vêtements simples, nu tête.

M. Daru, commissaire spécial à la Bourse, a été chargé de faire une enquête sur cette agression.

Un huissier de la Bourse se souvient avoir vu un homme frapper à la porte du bureau à l'heure de l'attentat. Il connaissait d'un homme de 45 à 50 ans, vêtu de vêtements simples, nu tête.

M. Daru, commissaire spécial à la Bourse, a été chargé de faire une enquête sur cette agression.

Un huissier de la Bourse se souvient avoir vu un homme frapper à la porte du bureau à l'heure de l'attentat. Il connaissait d'un homme de 45 à 50 ans, vêtu de vêtements simples, nu tête.

M. Daru, commissaire spécial à la Bourse, a été chargé de faire une enquête sur cette agression.

Un huissier de la Bourse se souvient avoir vu un homme frapper à la porte du bureau à l'heure de l'attentat. Il connaissait d'un homme de 45 à 50 ans, vêtu de vêtements simples, nu tête.

M. Daru, commissaire spécial à la Bourse, a été chargé de faire une enquête sur cette agression.

Un huissier de la Bourse se souvient avoir vu un homme frapper à la porte du bureau à l'heure de l'attentat. Il connaissait d'un homme de 45 à 50 ans, vêtu de vêtements simples, nu tête.

M. Daru, commissaire spécial à la Bourse, a été chargé de faire une enquête sur cette agression.

Un huissier de la Bourse se souvient avoir vu un homme frapper à la porte du bureau à l'heure de l'attentat. Il connaissait d'un homme de 45 à 50 ans, vêtu de vêtements simples, nu tête.

M. Daru, commissaire spécial à la Bourse, a été chargé de faire une enquête sur cette agression.

Un huissier de la Bourse se souvient avoir vu un homme frapper à la porte du bureau à l'heure de l'attentat. Il connaissait d'un homme de 45 à 50 ans, vêtu de vêtements simples, nu tête.

M. Daru, commissaire spécial à la Bourse, a été chargé de faire une enquête sur cette agression.

Un huissier de la Bourse se souvient avoir vu un homme frapper à la porte du bureau à l'heure de l'attentat. Il connaissait d'un homme de 45 à 50 ans, vêtu de vêtements simples, nu tête.

M. Daru, commissaire spécial à la Bourse, a été chargé de faire une enquête sur cette agression.

Les fêtes de la Mi-Carême



L'ASSOCIATION DES « REINES DE BEAUTÉ », groupe qui fut très remarqué dimanche, à Tourcoing

Les négociations de Londres



Voici M. BRIAND à son départ pour Londres avec, à sa droite, MOUSTAPHA EL NAHAS PACHA, premier ministre d'Egypte, et MAKRAM BEY EBED, ministre des Finances d'Egypte.

Londres, 30 mars. — M. Massigli s'est entretenu, aujourd'hui encore, avec sir Robert Vansittart et M. Malkin, au ministère des Affaires étrangères. Il semble bien que les experts français et anglais aient achevé la mise au point de leur interprétation respectuelle et que la décision à intervenir dépende désormais des conversations qu'auront MM. A. Briand et A. Henderson. Le ministre des Affaires étrangères français s'est rendu, cet après-midi, en excursion à Portsmouth.

Par ailleurs, on sait que M. Grandi a été l'hôte de M. Mac Donald aux Chequers. D'après les renseignements recueillis dans les milieux italiens, il semble que les deux hommes d'Etat se soient entretenus, non seulement du point de vue italien tel qu'il a été déjà maintes fois exposé, mais également du sens attribué par le gouvernement de Rome à l'article 16 du covenant. La plus grande réserve est observée par la délégation italienne à l'égard de son interprétation.

D'autre part, on croit savoir qu'au cours des conversations des Chequers, M. Grandi serait demeuré intransigent sur le principe de la parité avec la flotte française. Les chefs de délégation se réuniront demain, à 11 h., au Palais de Saint-James, afin d'arrêter l'ordre du jour de la séance plénière fixée à vendredi.

Le douzième provisoire

Paris, 30 mars. — Du fait des manœuvres radicales-socialistes, le budget n'ayant pu être voté en temps utile malgré le report au 1^{er} avril de la date du départ de l'exercice, les Chambres voteront demain un douzième provisoire applicable au mois d'avril 1936.

Depuis 1926, il n'avait pas été nécessaire d'avoir recours à cet expédient.

La discussion aura lieu demain matin à la Chambre. Le rapport de la Commission des Finances est prêt.

Les crédits pour le mois d'avril s'élèvent à 4.170 millions.

Sur la proposition de son rapporteur général, la Commission des Finances a incorporé dans le projet de douzième les articles de loi de finances relatifs à certains dégrèvements adoptés par la Chambre et par la Commission des Finances du Sénat, dégrèvements visant: salaires de la femme mariée (article 5); coefficient applicable aux terres labourables pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices agricoles (article 9); réduction pour charges de famille pour ce même impôt (article 10); personnes considérées à la charge du contribuable pour la détermination de l'impôt sur le revenu (article 11); fixation du taux de la taxe d'apprentissage (article 12); abrogation de l'impôt sur les charbons (article 13).

Ces dégrèvements par le vote du douzième, pourront ainsi entrer en vigueur dès le 1^{er} avril.

LE NOUVEAU MINISTÈRE ALLEMAND

Berlin, 30 mars. — Le chancelier, docteur Brüning s'est rendu à midi chez le président l'Empire qui a signé le décret de nomination des nouveaux ministres. La liste ministérielle publiée hier est donc officiellement confirmée, à part les deux modifications suivantes apportées ce matin.

M. Trevinarus, conservateur chrétien, annoncé comme ministre sans portefeuille, devient titulaire du ministère des Territoires occupés.

M. Dietrich, démocrate, ministre de l'Economie publique, devient en même temps vice-chancelier.

Voici la composition du nouveau ministère: Chancelier: docteur Brüning (centre); Affaires étrangères: docteur Curtius (populiste); Intérieur et Territoires occupés: docteur Wirth (centre); Finances: M. Moldenhauer (populiste); Justice: M. Bredt (parti économique); Economie nationale et vice-chancelier: M. Dietrich (démocrate); Travail: M. Stegerwald (centre); Alimentation: M. Schieller (nationaliste); Transports: M. von Guericke (centre); Reichswahr: général Groner; Postes: M. Schaezel (populiste bavarois); ministre des Territoires occupés: M. Trevinarus (conservateur chrétien).

La pseudo-grande-duchesse est indésirable aux États-Unis

New-York, 30 mars. — Mrs Tschakowsky la pseudo grande-duchesse Anastasie, est sous le coup d'un décret d'expulsion pour avoir excédé le séjour de six mois qui lui avait été consenti aux États-Unis.

On se souvient des tribulations que connaît la « grande duchesse », que les derniers membres de la famille des Romanoff se refusent à reconnaître pour telle.

Elle prétend que lors du massacre d'Ekaterinbourg, elle fut seulement blessée par les balles des exécuteurs, ainsi que par un coup de baïonnette à la mâchoire, dont elle montre la cicatrice.

Un soldat russe du nom de Tschakowsky la ramena et la tira, dit-elle, des mains de ses camarades, puis l'épousa. Mais il fut assassiné à Bucarest.

Depuis, elle n'a cessé de revendiquer la totalité des biens possédés à l'étranger par le feu tsar. Il s'agit d'une immense fortune s'élevant au total à 2.400.000.000 de francs et qui est revendiquée à la fois par le gouvernement des Soviets et par les héritiers naturels du tsar.

Seule, Mrs Leeds, ex-princesse Kenta de Kusle, a reconnu jusqu'ici la pseudo grande-duchesse qui, maintenant, est à peu près impuente et que les autres membres de la famille impériale tiennent pour une ancienne domestique polonoise à moitié folle.

Une bagarre éclate à Lens entre socialistes et communistes

Une quinzaine de blessés

Les organisations socialistes et syndicales confédérées avaient organisé dimanche, une manifestation pour laquelle ils avaient obtenu le concours de M. Paul Boncour, député du Tarn et Buisson, secrétaire adjoint de la C. G. T. Des appels avaient été lancés aux mineurs, en particulier, pour venir applaudir les deux orateurs.

De leur côté, le parti communiste et le syndicat unitaire avaient convoqué leurs troupes pour venir conspuer le rapporteur de la loi sur la mobilisation générale, M. Paul Boncour.

Des bagarres étaient prévues et elles se sont produites. Les confédérés se rassemblèrent place de la République à 15 h. 30, puis un cortège comprenant plusieurs milliers de manifestants parcourut les principales rues de la ville. A leur tête marchait la Musique municipale, avec MM. Mares, député-maire; Paul-Boncour et les élus socialistes du département.

Les communistes contremanifestèrent le long du parcours en sifflant et en criant contre les socialistes, Boulevard des Ecoles une bagarre se produisit, au cours de laquelle M. Paul Sion, conseiller général de Lens et trésorier du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, reçut un coup de canne sur la tête qui lui fit une blessure assez grave.

La mêlée générale se produisit rue Duquesnoy, à l'entrée de la Maison syndicale. Les communistes qui s'étaient portés en avant, voulurent pénétrer dans la maison des mineurs et en furent empêchés. Les coups de poing s'échangèrent de part et d'autre, puis des pierres furent lancées. Plusieurs blessés furent transportés dans les maisons voisines.

A un moment donné, les agents de police qui gardaient l'entrée, furent assaillis par des jets de briques.

Le brigadier Bois fut violemment malmené, ce qui amena ses subordonnés à le dégager. Des coups de revolver furent tirés et l'arrivée des gendarmes, alertés, eut le don de disperser les manifestants communistes.

On apprit alors que deux blessés avaient été transportés à l'hôpital: Arthur Delva, 41 ans, célibataire, demeurant à Etleu, cité Goulet et Louis Lévin, 31 ans, demeurant à Calonne-Lévin, 77, rue Franklin. Le premier a reçu une b